

Seul le discours prononcé fait foi

LUXEMBOURG

**Intervention de S.E. Mme Marie-Josée Jacobs
Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire**

Forum pour la coopération en matière de développement 2012

New York, le 5 juillet 2012

**Statement by H.E. Ms. Marie-Josée Jacobs
Minister for Development Cooperation and Humanitarian Affairs**

2012 Development Cooperation Forum

New York, July 5th, 2012

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général adjoint,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Une fois de plus notre Forum pour la coopération au développement est saisi d'un nombre impressionnant de sujets et de problèmes qui sont d'une importance fondamentale pour la gestion des affaires du monde. Devant cette lourde tâche, je me félicite qu'à travers des symposiums thématiques qui sont organisés tout au long de l'année, le travail de substance de notre Forum n'est pas interrompu mais, au contraire, continue sans relâche et alimente de manière significative nos réunions à haut niveau. Ainsi, je suis particulièrement fière qu'en octobre 2011 le Luxembourg ait pu servir d'hôte à un séminaire sur le sujet « Travailler ensemble pour renforcer l'impact de l'aide au développement ». Le haut niveau de représentation des délégations, la haute compétence des experts associés aux débats et l'excellent travail de préparation et d'encadrement par le Secrétariat ont permis des discussions d'une grande qualité. Que toutes celles et tous ceux qui, par leur travail et leur engagement, ont contribué au succès de cette rencontre à Luxembourg, soient chaudement remerciés de cette estrade.

Laissez-moi également tout particulièrement remercier notre Secrétaire général d'avoir su intégrer les conclusions et recommandations de cet important échange de vues dans son rapport au Forum, un rapport qui – comme si souvent – tire un bilan provisoire honnête de nos actions et identifie sans complaisance les défis qui sont devant nous pour avancer dans notre lutte contre la pauvreté, pour faire du développement durable notre cause globale commune et pour trouver les moyens indispensables pour réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés comme communauté internationale.

Dans notre débat d'aujourd'hui qui doit permettre de commenter les tendances et les progrès dans le cadre de la coopération au développement internationale, je voudrais – dans le respect de la division de travail convenue entre les intervenants – me concentrer sur deux aspects, à savoir, tout d'abord la prise de conscience que le développement durable est une cause globale commune qui nous interpelle tous ; puis ensuite la nécessité absolue de faire preuve d'imagination et d'innovation pour réunir les moyens financiers et autres pour mener à bien notre travail.

Monsieur le Président,

Les défis de la pauvreté, de la crise économique, du changement climatique, de l'insécurité physique grandissante, des pandémies et des flux migratoires nous concernent toutes et tous, au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest. Fermer les yeux devant ces défis serait irresponsable. Plus que jamais le constat se vérifie suivant lequel un seul acteur – pays ou organisation – est impuissant face à la complexité des problèmes que nous devons affronter. Plus que jamais nous avons pris conscience que seule une action collective et coordonnée peut promettre de venir à bout de cet amalgame de difficultés, d'obstacles, de barrières et de complications qui semblent gagner de jour en jour en envergure.

De ce point de vue, trois constats s'imposent aujourd'hui en ce qui concerne les alliances qui seront nécessaires pour réagir de manière efficace :

1. le partenariat entre, d'un côté, ceux que nous sommes convenus d'appeler les Etats bénéficiaires ou récipiendaires de l'aide et, de l'autre côté, les soi-disants Etats donateurs doit être revu de fond en comble, afin de tenir compte de la réalité indéniable que nous partageons aujourd'hui les mêmes problèmes ;
2. la communauté des bailleurs de fonds traditionnels de la coopération au développement ne doit surtout pas se replier sur elle-même, mais – dans un souci permanent d'une meilleure coordination et d'une plus grande efficacité – tenir dûment compte de la présence et de l'action de nouveaux acteurs, notamment des pays émergents ;
3. notre coalition internationale contre les défis globaux communs doit se départir de l'approche traditionnelle en silos juxtaposés et adopter une approche pluridisciplinaire, misant sur les compétences variées et sur les avantages comparatifs des uns et des autres, y compris bien sûr des acteurs incontournables de la société civile et du secteur privé.

J'avoue qu'en revenant de Busan en décembre dernier j'étais quelque peu encouragée par l'apparente prise de conscience de la part de nous tous à cet égard. Le document final que nous avons adopté, tient compte de ces exigences nouvellement reconnues et formulées d'une manière qui doit à présent permettre de les mettre en pratique.

Permettez-moi toutefois en même temps de mettre en garde contre les pièges qu'il faut éviter dans notre nouvelle démarche :

- Tout d'abord, quand je parle de développement comme cause globale commune, je ne voudrais pas donner l'impression d'ignorer les réalités dans les différentes régions du monde. Nous sommes par exemple toutes et tous concernés par les effets du réchauffement de la planète, mais il est un fait que les pays les moins avancés et les pays en situation de fragilité en souffrent davantage que la plupart des pays industrialisés. Dans notre réponse commune, il faudra impérativement en tenir compte. Je me félicite d'ailleurs à cet égard que notre collègue Helen Clark, dans le dernier Rapport sur le développement humain, ait conjugué le développement durable avec la notion d'équité. C'est un choix politiquement judicieux parce que, d'un côté, il nous met tous devant notre indéniable responsabilité morale de faire le nécessaire, tout en évitant, de l'autre côté, d'antagoniser par attribution de fautes et de culpabilité. En effet, aujourd'hui l'heure doit être à la prise de conscience des défis communs et au rassemblement pour réagir de manière efficace.
- Ensuite, il me semble essentiel de comprendre que, face à des défis globaux, une approche Nord-Sud de la coopération - ou pire, une relation de donateur à bénéficiaire - n'est décidément plus de mise. De ce point de vue, il faut se féliciter que les conclusions de Busan ont renforcé le concept du partenariat. Car enfin, nous avons tous, dans toutes les régions du monde, à gagner d'un développement durable qui doit se concrétiser par un changement climatique sous contrôle, une économie mondiale plus stable, une sécurité renforcée, le cantonnement des pandémies et une baisse de la pauvreté qui va de pair avec un mieux-être individuel et collectif et qui ne force plus les hommes, femmes et enfants des pays défavorisés à prendre le chemin hasardeux de l'immigration.

Si traditionnellement la solidarité internationale est le premier moteur de la coopération au développement, et si cette solidarité reste sans doute une motivation noble et pertinente, aujourd'hui - face aux défis globaux qui nous concernent tous - il peut être utile de la compléter par un intérêt propre à agir. Si cet intérêt propre est éclairé par la compréhension de l'envergure des défis et par la reconnaissance qu'ils représentent de par l'interdépendance de leurs effets une menace pour nous tous, on peut espérer que le concept de l'aide soit enfin enrichi par l'idée d'un investissement dans notre avenir commun.

Monsieur le Président,

Les meilleures de nos intentions et déclarations resteront lettre morte, si nous ne nous donnons pas les moyens nécessaires pour les mettre en œuvre. Et croyez-moi, si je me dois aujourd'hui - comme à de nombreuses occasions précédentes - de rappeler les engagements que nous avons pris en matière d'aide publique au développement, je le fais en toute connaissance de cause des difficultés économiques et financières auxquelles de nombreux gouvernements sont confrontés. Il ne m'appartient pas de jouer les donneurs de leçon, mais je me permettrais tout de même de souligner l'importance que revêt l'aide publique au développement pour la mise en œuvre des stratégies de développement de nos pays partenaires.

Depuis la Conférence internationale sur le financement du développement de 2002 à Monterrey nous savons que l'APD ne saurait jamais suffire pour couvrir les besoins en financement du développement ; et je suis la première à réclamer un usage plus intelligent de cette APD. Heureusement je sais que je ne suis pas la seule à réclamer une approche plus efficace dans l'utilisation de l'aide, par exemple en valorisant à plein l'effet levier de l'aide pour d'autres sources de financement du développement.

Ici, je me permettrais de puiser dans la discussion que nous avons menée en octobre dernier lors du symposium à Luxembourg. Le Secrétaire général a d'ailleurs incorporé la substance de nos échanges sur ce sujet dans son rapport. Je veux parler de l'impact positif que la finance inclusive peut avoir dans la vie des hommes et des femmes que le secteur financier traditionnel avait tendance à ignorer. Bien entendu là encore, il ne s'agit pas d'une panacée contre tous les maux ; mais si au cours des vingt dernières années le concept a évolué du microcrédit vers la finance inclusive, en passant par la microfinance, c'est bien pour souligner qu'à côté de la mise à disposition de capitaux pour les prêts, il est tout aussi important de fournir des possibilités pour la micro-épargne, la micro-assurance et les transferts d'argent. Par ailleurs, la prise en compte des besoins exacts des populations pauvres pour des services financiers adaptés sera d'autant plus efficace qu'elle pourra se faire dans un environnement légal et réglementaire clair et transparent. C'est la conjugaison de tous ces éléments qui permet à la microfinance d'agir de manière efficace, d'éviter des dérapages intolérables, comme par exemple en Andhra Pradesh en 2010, et d'être véritablement inclusive.

En termes de disponibilité de fonds privés pour la finance inclusive, il y a de l'espoir. En-dehors de l'étonnante capacité à financer leurs activités de crédit par la collecte de l'épargne locale, de nombreuses institutions de microfinance ont aujourd'hui accès à des financements via les marchés des capitaux. Ainsi, parmi la centaine de véhicules d'investissement en microfinance qui existent de par le monde, une trentaine est domiciliée à Luxembourg. C'est

fonds ont des avoirs sous gestion dédiés à la microfinance qui dépassent les trois milliards de dollars. Cela représente environ huit fois l'aide publique au développement de mon pays qui a frôlé en 2011 le niveau de un pour cent du revenu national brut. Nous sommes évidemment prêts à partager l'expérience de la mise en place et de la pratique de cet effet levier pour la finance inclusive avec la communauté internationale.

Monsieur le Président,

Avant de conclure, je voudrais également saisir l'occasion pour souligner l'énorme potentiel qui réside dans les partenariats publics privés pour les besoins de la coopération au développement et pour le développement durable en général. Là encore je me permettrais de raisonner sur une expérience très prometteuse de mon propre pays, notamment dans le domaine des technologies de l'information et de la communication pour le développement.

A la base de la démarche se trouve le constat que la communication et la connectivité par internet constituent aujourd'hui un nouveau type d'infrastructure qui, au même titre que les routes, les aéroports et les barrages hydro-électriques, peut servir d'accélérateur du développement. Aussi ne voudrions-nous pas voir traiter les TIC comme un secteur à part, mais plutôt comme un appui aux secteurs de développement traditionnels, par exemple en matière de télémédecine, d'éducation à distance ou encore comme appui aux politiques de décentralisation. Pour la première fois nous misons à cet effet très fortement sur la communication par satellites, une technologie certes coûteuse, mais bien maîtrisée et avec l'avantage de pouvoir atteindre les points les plus reculés du monde comme les grands centres urbains, afin de les relier au reste du monde.

Pour qu'un partenariat public privé en mérite le nom, il faut réunir au moins cinq éléments : une mission publique (1) qui justifie la mise à disposition initiale de fonds publics (2) ; puis un savoir-faire de spécialistes venant du secteur privé (3) ; avec, pour les partenaires privés, une perspective commerciale (4) qui ne peut être exploitée que dans le strict respect de la mission publique de départ (5). C'est ce type d'agencement qui permet de créer des situations gagnantes pour tous les protagonistes, au service des populations défavorisées. C'est ainsi que nous pouvons organiser la durabilité des effets de nos actions.

Monsieur le Président,

Au cours de la première décennie du nouveau millénaire la pauvreté a reculé de manière significative ; mais elle n'a pas reculé partout de la même manière. Au cours des deux ans et demi qui sont devant nous, concentrons-nous de manière renforcée sur la mise en œuvre des OMD dans les pays qui accusent les plus importants retards. Mais faisons-le également avec la conviction que la lutte contre la pauvreté, dans toutes ses formes, augmentent en fin de compte nos chances à nous tous pour un développement durable.

Je vous remercie de votre attention.

Mr President,
Mr Under-Secretary-General,
Excellencies,
Ladies and Gentlemen,

Once again, our Development Cooperation Forum has on its agenda an impressive number of subjects and issues of fundamental importance for the conduct of world affairs. Faced with this momentous task, I salute the fact that through the thematic symposiums, held throughout the year, the work on substance of our Forum is not interrupted, but on the contrary, it is pursued tirelessly and contributes in a significant manner to our high-level meetings. Thus, I am particularly proud that Luxembourg was able to host a seminar on the topic of "Working together to increase the development impact of aid" in October 2011. The high level of representation of delegates, the high level of competence of experts associated with the debates and the excellent preparatory and support work by the Secretariat allowed for discussions of an outstanding quality. May all those who contributed to the success of this symposium in Luxembourg through their work and commitment be thanked most heartily from this rostrum.

Allow me also to thank in particular our Secretary-General, who integrated the conclusions and recommendations of this important exchange of views into his report to the Forum, a report which, as so often, makes an honest assessment of our actions and uncompromisingly identifies the challenges we have to tackle to advance in our fight against poverty, to make sustainable development our common global cause and to find the means indispensable for the achievement of the goals we, the international community, have set ourselves.

In today's debate, which serves to comment on trends and progress in the context of international development cooperation, I would like to concentrate on two aspects – in respect of the agreed division of labour between speakers – which are, first of all, the growing awareness that sustainable development is a common global cause which calls upon all of us; secondly, the absolute necessity to field the necessary imagination and innovation to assemble the required financial and other resources to succeed in our work.

Mr President,

The challenges of poverty, the economic crisis, climate change, growing physical insecurity, pandemics and migratory flows concern each and every one of us, in the North as in the South, in the East as in the West. Averting our gaze from these challenges would be unconscionable. More than ever, the statement holds true that a single actor – country or organization – is powerless when faced with the complexity of problems that we have to tackle. More than ever, we become conscious that only collective and coordinated action can stand a chance to vanquish this pandemonium of difficulties, obstacles, impediments and complications which seem to grow larger every day.

From this point of view, three realizations are unavoidable today when we talk about the alliances necessary to react effectively:

1. the partnership between those, on the one hand, who we are wont to call 'aid beneficiary' or 'recipient' states, and those, on the other hand, we call donors, needs to be revised profoundly, in order to take into account the undeniable reality that we share the same problems today;
2. the community of traditional development cooperation donors must not turn inwards, but – with a permanent concern for better coordination and greater effectiveness – duly take into account the presence and action of new actors, notably emerging countries;
3. our international coalition against common global challenges must abandon the traditional approach of compartmentalization and adopt a multidisciplinary approach, building on the differentiated capacities and comparative advantages of each and every one, including key players of civil society and the private sector.

I admit that when returning from Busan last December, I was somewhat encouraged by the apparent recognition by all of us of these realizations. The final document we adopted takes into account these newly recognized requirements, formulated in such a manner as to allow us to put them into practice right away.

Allow me, however, at the same time to warn against the traps to be avoided in our new approach:

First of all, when I talk about development as a common global cause, I would not want to give the impression that I ignore the realities in different regions of the world. We are, for instance, all concerned by the effect of global warming, but it is a given that the Least Developed Countries and States in fragile situations suffer more from it than most industrialized countries. In our common response, we must imperatively take this into account. I salute in this regard the fact that in the most recent Human Development Report, our colleague Helen Clark has combined sustainable development with the notion of equity. It is a politically judicious choice because, on the one hand, it places us before our undeniable moral responsibility to do whatever is necessary and avoids, on the other hand, antagonizing by attributing blame or guilt.

Furthermore, I believe it is essential to understand that, when faced with global challenges, a North-South approach of cooperation – or worse, a donor-beneficiary relationship – is decidedly out of place. From this point of view, we must welcome the strengthening of the concept of partnership by the outcome of the Busan conference. Because ultimately, all of us, in all regions of the world, stand to gain from sustainable development which would take concrete form in a climate change which is under control, a more stable world economy, compartmentalization of pandemics and a reduction in poverty, going hand in hand with an improved individual and collective well-being which no longer forces men, women and children from poor countries to choose the hazardous path of emigration.

If international solidarity has traditionally been the primary engine of development cooperation and if this solidarity remains beyond a doubt a noble and relevant motivation, nowadays – when faced with global challenges which concern all of us – it may be useful to complement it with a self-interested position to act. If this self-interest is enlightened by the understanding of the scope of the challenges and by the recognition that, through the interdependence of their effects, they represent a threat to all of us, we can hope that the concept of aid may be at last enriched by the idea of an investment in our common future.

Mr President,

The best of our intentions and declarations will remain empty, if we do not give ourselves the necessary means to implement them. If I must recall our common commitment in terms of official development assistance today – as I have on numerous previous occasions – it is with full knowledge of the painful economic and financial difficulties many governments are faced with. Without wanting to sermonize, I would still like to underline the importance of official development assistance for the realization of the development strategies of our development partners.

Since the International Conference on Financing for Development in 2002 in Monterrey, we know that ODA alone can never be enough to cover the needs in terms of financing for development and I would be the first to request a smarter use of this ODA. Fortunately, I am not the only one to call for a more effective approach in the use of aid, for example by fully using the leverage of aid for other flows of development finance.

At this stage, I would like to draw on the discussion we have had at the Luxembourg Symposium in October. The Secretary-General has included the substance of our exchanges on this matter in his report. I would like to talk about the positive impact that inclusive finance can have on the lives of those men and women which the traditional financial sector has tended to ignore. Of course, this is not a panacea; but if over the last 20 years, the concept has evolved from micro-credit to inclusive finance, after passing through microfinance, we can only underline that next to the provision of capital for loans, it is just as important to provide possibilities for micro-savings, micro-insurance and cash transfer. Moreover, taking into account the precise needs of poor people for adequate financial services will be even more effective if it is done in a clear and transparent legal and regulatory framework. It is the conjunction of all these efforts which makes microfinance an effective tool, avoids unacceptable excesses, like in Andhra Pradesh in 2010, and makes it truly inclusive.

In terms of available private funds for inclusive finance, there is hope. Outside the astonishing capacity to finance their credit activities through the collection of local savings, numerous microfinance institutions now have access to finance through capital markets. Thus, of the roughly 100 microfinance investment vehicles, which exist in the world today, about 30 are domiciled in Luxembourg. These funds have assets under management dedicated to microfinance which surpass three billion dollars. This represents about eight times the official development assistance of my country, which in 2011 came close to the level of one percent of gross domestic product. It goes without saying that we are more than

ready to share the experience of the establishment and the operation of this leverage effect for inclusive finance with the international community.

Mr President,

Before concluding, I would also like to seize the occasion to underline the enormous potential that lies in Public-Private partnerships for development cooperation and for sustainable development in general. Once again, I would like to draw your attention to a promising experience from my own country, namely in the domain of information and communication technologies for development.

At the heart of this approach is the realization that nowadays, communication and internet connectivity are a type of infrastructure which can serve as an accelerant for development on the same level as roads, airports or hydro-electric dams. Thus, we would not like to see ICT treated as a separate sector, but rather as support to traditional development sectors, for example in the case of telemedicine, long-distance learning or as a tool supporting policies of decentralization. For the first time, we therefore rely very heavily on satellite communications, which may be an expensive technology, but one which we master and which has the significant advantage of being able to reach the most remote areas in the world as easily as major urban areas, in order to link them to the rest of the world.

For a public-private partnership to be worth its salt, five conditions must be met: a public mission (1), which justifies the expenditure of public funds (2); knowledge and capacities coming from private-sector specialists (3); with a commercial perspective for private partners, (4) which however can only be exploited in strict respect of the underlying public mission (5). This type of layout creates win-win situations for all actors, at the service of poor populations. We can thus organize the sustainability of the effects of our actions.

Mr President,

During the first decade of the new Millennium, poverty has receded significantly; it has however not receded equally everywhere. In the course of the two and a half years that remain ahead of us, let us concentrate in a reinvigorated manner on the implementation of the Millennium Development Goals in the countries that are lagging behind the most. But let us do this with the conviction that the fight against poverty, in all its forms, ultimately increases the chances for all of us to attain sustainable development.

Thank you for your attention.